

A quoi bon l'éthique économique et sociale ?
L'Echo, 8 décembre 2003

- **L'éthique n'est-elle pas exagérément mise à toutes les sauces (placements éthiques, agences de notation éthiques,...) Est-ce un effet de mode ou une réelle prise de conscience?**
-
- L'un et l'autre. C'est une mode qui connaîtra un reflux, mais avec un cran d'arrêt qui traduit une prise de conscience irréversible. Si chaque agent économique poursuit son intérêt personnel, sans que rien ne le contraigne au nom du bien commun, le résultat est un désastre, tant en termes d'efficacité qu'en termes d'équité. Cela, c'est évident depuis longtemps, même pour les plus ardents défenseurs du capitalisme. Mais ce qui est nouveau, c'est la prise de conscience du fait qu'il est de moins en moins réaliste de compter sur la loi seule pour infléchir le comportement économique de manière à ce qu'il serve le bien commun.
- **Pourquoi de moins en moins réaliste?**
-
- D'abord parce que l'économie opère de plus en plus à une échelle bien supérieure à celle à laquelle s'élabore la législation qui est supposée lui imposer des contraintes : au lieu de pouvoir imposer au marché un cadre contraignant qui le force à servir le bien commun, les Etats sont acculés à en subir la loi, par exemple à travers une concurrence fiscale suicidaire, que la Belgique semble du reste prendre plaisir à aviver.
Deuxièmement, comme illustré de manière saisissante par le cas du Congo, bon nombre de pays du monde se trouvent aujourd'hui confrontés à des défis démographiques, écologiques et sociaux immenses découlant ultimement de l'évolution technologique mondiale, alors qu'ils sont bien loin de disposer des ressources éducatives, législatives, administratives, judiciaires, etc. indispensables pour pouvoir y faire face avec l'instrument traditionnel de lois plus ou moins démocratiquement adoptées et plus ou moins rigoureusement appliquées.
Enfin, même dans les pays les plus développés, l'évolution technologique est souvent si rapide, les problèmes qu'elle pose si techniques et le processus démocratique si lent à y réagir et si peu équipé pour le faire avec la compétence technique requise, qu'il est souvent essentiel, pour éviter des désastres, d'anticiper ce que la loi devrait exiger ou de faire ce à quoi aucune loi ne pourra véritablement contraindre, tant la vérification efficace en serait difficile à un coût raisonnable.
Pour toutes ces raisons, l'économie aura toujours plus besoin d'éthique, entendue comme un souci du bien commun par delà ce qui découle de la recherche de son intérêt personnel dans les limites de la conformité vérifiable à la loi.

- **N'est-il pas utopique de croire que l'éthique ainsi conçue puisse affecter significativement le fonctionnement de l'économie?**
- Il ne s'agit pas de rêver de vertu désincarnée. Il s'agit bien plutôt de pouvoir compter sur une collaboration efficace entre deux instruments: le « projecteur », qui permet de mieux voir comment les entreprises fonctionnent et comment elles se comportent, et le « microphone », que l'on fourre devant la bouche des responsables d'entreprise pour les interpeller ou dont ils s'emparent pour s'excuser, promettre ou se vanter. En termes moins métaphoriques, il s'agit d'articuler efficacement le pouvoir embarrassant de la transparence et le pouvoir transformateur de l'hypocrisie. C'est ici que les agences de notation, les fonds éthiques, les associations de consommateurs, les syndicats, les ONG et les médias ont un rôle crucial à jouer : en rendant visible et lisible ce que font et ne font pas les entreprises, leurs fournisseurs, leurs sous-traitants, en forçant les entreprises à expliquer, à se justifier, à s'engager, en les incitant à vouloir paraître plus belles qu'elles ne le sont et ainsi à devenir plus belles qu'elles ne l'étaient. A condition que chaque acteur joue son rôle avec le professionnalisme et la déontologie indispensables, le vice trinquera et la vertu payera.
- **Ne sommes-nous pas face à une crise de la responsabilité personnelle? Comment concilier responsabilités personnelle et professionnelle pour les uns et les autres (politiciens, dirigeants d'entreprise, opérateurs financiers,**
- L'impact de l'éthique repose pour partie sur la décision personnelle d'un consommateur, d'un épargnant, d'un travailleur, d'un responsable d'entreprise de faire ce que requiert le bien commun même quand ce n'est pas optimal pour son intérêt personnel. Mais il repose aussi sur la mise en place d'institutions qui contribuent à rapprocher bien commun et intérêt personnel : des institutions informelles comme un ethos professionnel de journaliste ou d'auditeur et des institutions formelles, comme l'obligation légale de fournir certaines informations ou un cadre légal favorisant l'émergence de labels éthiques crédibles.
- **Croyez-vous aux vertus de l'auto-contrôle au sein des entreprises et des institutions?**
-
- Je crois surtout au contrôle par la transparence. Les caméras placées dans les toilettes du métro de New York ont révélé, paraît-il, que la probabilité qu'un homme se lave les mains avant de quitter les lieux est augmentée de 30% du simple fait de la présence d'une autre personne dans la pièce, et donc de la conscience du fait qu'il pourrait être vu. Augmenter résolument la visibilité — sous une forme digeste, intelligible, évaluable — de ce que font les entreprises est la clé de leur moralisation. Même sans réglementation ni sanction, la conscience de pouvoir être vu donne un sérieux coup de main au

bien commun lorsqu'il ne coïncide pas avec l'intérêt personnel. Dans les entreprises comme dans les toilettes.

- **Que pensez-vous de la manière dont évolue la mondialisation de l'économie? Quel rôle pour le politique (gouvernements et institutions internationales)?**

-
- Nous sommes engagés dans une course de vitesse dramatique entre d'une part l'explosion de problèmes environnementaux, démographiques, distributifs, sécuritaires qui ne peuvent être résolus qu'à une échelle très vaste, souvent mondiale, et d'autre part l'élaboration laborieuse d'institutions permettant de prendre à ce niveau des décisions qui soient à la fois à la hauteur des défis et susceptibles d'être appliquées. La difficulté ne provient pas seulement de l'égoïsme des nations et des rapports de force qui les opposent. Elle réside tout autant dans le caractère intrinsèquement illusoire de tout fonctionnement « démocratique » à une échelle aussi vaste et sur des questions aussi complexes.

- **Comment jugez-vous le développement des mouvements altermondialistes?**

- Avec une sympathie à la fois immense et critique. Immense parce que si notre planète s'épargne un désastreux grabuge, c'est au bouillonnement de ces mouvements qu'on le devra : à ce redoutable cocktail de babillages d'intellos et d'indignations populaires, de dialogues cacophoniques et de déferlements tonitruants. Ce bouillonnement charrie bon nombre d'idéaux justes et d'idées vraies. Il peut compter sur des légions de botte-culs qui forcent peu à peu tous ceux qui sont ou se croient les maîtres et contremaîtres de notre monde à leur prêter plus qu'un instant d'attention. Lors du récent congrès de *Business & Society* (Bruxelles, 18 novembre 2003), par exemple, j'ai été frappé par la place faite aux événements de Seattle et au mouvement altermondialiste dans la vidéo introductive expliquant pourquoi il est urgent que les entreprises prennent conscience de leur « responsabilité sociale ».

- **Sympathie immense donc, mais aussi critique ?**

- Il n'est pas exactement facile de formuler un projet cohérent pour un mouvement qui hisse sur le même podium Bové et Lula, la défense et la dénonciation du protectionnisme agricole européen, pour un mouvement qui stigmatise la concentration du capital dans les pays du Nord tout en s'indignant des délocalisations, pour un mouvement qui revendique la libre circulation de tous sur la planète tout en s'inquiétant du pillage consentant des cerveaux des pays pauvres. Il y a là de profondes tensions, voire d'insolubles contradictions. La sympathie ne peut excuser qu'on les minimise ou qu'on les nie. Mais les reconnaître ne justifie pas non plus qu'on ravale

l'altermondialisme à un ramassis d'épanchements désarticulés. Ces tensions, nous les partageons tous peu ou prou. Il s'agit de les identifier sans complaisance et de les prendre en compte dans un projet explicite, lucide et cohérent articulant nos analyses et nos valeurs et susceptible de guider nos décisions individuelles et collectives de chaque jour.